





Hantée par sa responsabilité dans la Shoah, l'Allemagne ne tolère pas les voix critiques à l'égard de l'État hébreu. Quelques artistes et universitaires, comme le musicien Michael Barenboïm, osent malgré tout s'élever contre la destruction de Gaza. *Par Weronika Zarachowicz*

En Allemagne, le consensus pro-israélien se fissure



FABIAN SOMMER/DPA/ALAMY

19 heures, à Berlin. Trop tôt encore pour écumer les boîtes techno de la capitale. Dans le quartier de Kreuzberg, épicentre d'un «cool» berlinois de plus en plus gentrifié, une petite foule se presse devant un imposant bâtiment de briques rouges. Le Kühlhaus, entrepôt frigorifique sauvé de la destruction par une bande d'artistes et d'entrepreneurs, est devenu l'un des repaires de la scène culturelle alternative. Mais ce soir, pas d'installation ni de théâtre d'avant-garde au programme. Des airs de Schumann, Mozart et Schubert s'échappent d'une salle aux allures de garage, pleine à craquer et parsemée de keffiehs, au lieu des habituels noeuds papillons et robes de soirée des concerts de »»

« Travailler ensemble, c'est bien ! Mais pour construire un dialogue cohérent, il faut laisser les Palestiniens s'exprimer. » Michael Barenboïm, musicien

»» musique classique. Dans une atmosphère recueillie, une jeune femme, menue, boucles brunes, et un homme à l'air grave, costume sombre et cravate vert émeraude, prennent le micro. « *L'ampleur de la mort, de la destruction, de la famine, des déplacements infligés par Israël au peuple palestinien de Gaza nous laisse sans voix. Malgré l'horreur ininterrompue, documentée, notre gouvernement reste impassible et n'agit pas conformément aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international.* » Michael Barenboïm est allemand, juif, violoniste de haut vol et fils d'une légende, le pianiste et chef d'orchestre Daniel Barenboïm. Tyme Khleifi, palestinienne et allemande, ancienne violoniste, fut longtemps l'assistante de Barenboïm père. Tous deux ont lancé en mars 2024 Make Freedom Ring, un collectif de musiciens qui organise des concerts caritatifs pour soutenir Gaza et la Cisjordanie. « *On a décidé d'agir, au lieu de ruminer notre colère face à la complicité de l'Allemagne*, dit Michael Barenboïm. Évidemment, le cadre est moins grandiose qu'à la Philharmonie de Munich, où le monde de la musique s'est mobilisé pour l'Ukraine – ce qui est très bien. Mais pour les Gazaouis, rien. De quoi les artistes ont-ils peur ? De perdre une opportunité de concert ? »

En 1999, son père, né en Argentine, émigré en Israël, avait créé avec l'universitaire palestino-américain Edward Saïd (1935-2003) le West-Eastern Divan Orchestra, qui réunit des musiciens de tout le Moyen-Orient, avant d'imaginer l'Académie Barenboïm-Saïd, à Berlin. Pour ouvrir une autre voie, promouvoir le dialogue entre Juifs et Arabes, Israéliens et Palestiniens. Michael, premier violon dans l'Orchestre du Divan, professeur à l'Académie, marche dans

les traces de son icône de père, en faisant un pas de côté. « *Travailler ensemble, c'est bien ! Mais pour construire un dialogue cohérent, il faut laisser les Palestiniens s'exprimer, en leur nom propre. Comme les Juifs et les Israéliens sont, eux, autorisés à le faire.* » Il vient de fonder un ensemble de musique de chambre palestinien, Nasmé (« brise », en arabe), avec ce mantra : valoriser l'excellence, la créativité des artistes palestiniens. Et anime, aux côtés de Tyme Khleifi, les Kilmé (« mots », en arabe) Talks, des conférences mensuelles avec un intellectuel ou un artiste palestinien, « *pour laisser parler de leur travail, de leur expertise* ».

Une première en Allemagne, qui compte pourtant la plus grande communauté palestinienne d'Europe – entre 100 000 et 200 000 personnes, en majorité à Berlin. Une diaspora ultra-éduquée, quasi absente du débat public, des médias, des universités. « *Alors on crée des espaces alternatifs, où on reprend du souffle* », dit Tyme. Michael les appelle des shadow universities, des universités de l'ombre, et d'intérêt public. « *On en a besoin comme jamais : 132 personnes ont été tuées à Gaza aujourd'hui, 152 hier, 109 avant-hier... Pendant des mois, les médias allemands ont fait l'autruche. Moi, j'ai un statut privilégié. Si je ne parle pas, à quoi servent mes privilégiés ?* »

En Allemagne, où après les massacres du 7 Octobre de nombreux bâtiments publics ont hissé le drapeau israélien aux côtés des bannières allemande et ukrainienne, le franc-parler de Barenboïm fils fait figure d'exception. S'appuyant sur trois résolutions – pourtant non contraires – votées depuis 2019 au Bundestag, les pouvoirs publics, institutions, médias multiplient les annulations, sanctions, licenciements, interdictions de manifester (dont la liste remplirait à elle seule cet article) contre tous ceux qui osent exprimer une solidarité avec Gaza. La répression a d'abord visé le monde culturel, avant de se déployer tous azimuts dans le secteur associatif, les écoles, les universités. Ainsi, le directeur du Musée juif de Berlin a-t-il été contraint de démissionner pour avoir relayé une tribune de 240 intellectuels et artistes juifs et israéliens contre la « résolution anti-BDS » (qui définit la campagne « Boycott, désinvestissement et sanctions » comme antisémite). La remise du prix Hannah-Arendt a été annulée, l'écrivaine lauréate Masha Gessen ayant parlé de Gaza comme d'un « ghetto ». Le philosophe israélo-allemand Omri Boehm a été privé de discours pour l'anniversaire de la libération de Buchenwald, car il défend un État binational.

« *La culture et l'université constituent un laboratoire pour la restriction de la liberté d'expression*, analyse Marc Siegel, professeur de cinéma à l'université Gutenberg de Mayence. En partie parce que c'est plus « facile » d'y intervenir, ces secteurs étant majoritairement dépendants des subventions publiques. » Le monde universitaire, par ailleurs, est marqué par une précarité des statuts – 92 % des enseignants sont en contrat à durée déterminée. « *Cela crée un puissant effet d'intimidation, d'autocensure, de paranoïa. Difficile de prendre une position controversée, de manifester pour Gaza sur son campus, sans parler de la répression policière ultra-*

Ci-dessous : les violonistes Michael Barenboïm et Tyme Khleifi, cofondateurs du collectif de musiciens Make Freedom Ring.





violente.» Mais ce qui est aussi ciblé, au fond, poursuit ce Juif américain installé à Berlin depuis plus de vingt-cinq ans, «c'est la culture comme espace de critique, de débat, de diversité, et ce n'est pas un hasard si la répression est la plus forte à Berlin, "LA" ville qui incarne cette liberté...»

Difficile de se rebeller contre ce qui est devenu le mot d'ordre de l'Allemagne, la «*Staatsräson*». Soit un concept exposé par Angela Merkel en 2008, jamais juridiquement défini ni ratifié par le Parlement, objet d'un consensus des cercles politiques et médiatiques... qui commence à se lézarder : du fait de sa responsabilité dans la Shoah, le pays a placé la sécurité d'Israël au cœur de sa «raison d'État», au point d'être devenu le deuxième pourvoyeur d'armes de l'État hébreu, derrière les États-Unis. Mais cette doctrine s'est mise en place au prix d'*«un revirement, ironique et tragique, de la politique mémorielle allemande»*, estime le philosophe Elad Lapidot. Israélien installé à Berlin, professeur à l'université de Lille, il vient de rejoindre Michael Barenboïm et Tymo Khleifi dans un tout nouveau collectif d'universitaires palestiniens et juifs (PJA), le premier du genre en Allemagne. «*Dans les années 1990, Joschka Fischer* [ancien vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, ndlr] *pouvait dire devant le Bundestag que la responsabilité historique allemande était de prévenir tout génocide, ce qui a motivé l'intervention en ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, le nouveau chancelier, Friedrich Merz, s'engage à permettre à Benyamin Netanyahu de venir en Allemagne, malgré le mandat d'arrêt lancé contre lui par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Le devoir de mémoire s'est transformé en soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Les mots sont en train de perdre leur sens, tout comme les normes juridiques, alors que c'est le crime génocidaire de l'Allemagne qui a motivé la construction de notre système international. La raison d'État l'emporte sur le droit international et les droits humains. Ça se passe sous nos yeux, au cœur de l'Europe.»*

Attablée dans un café du quartier branché de Mitte, la juriste germano-palestinienne Nahed Samour, formée à Harvard et chercheuse à l'université de Radboud (Pays-Bas), dissèque avec minutie ce qu'elle voit comme un cas de «*dissonance cognitive à échelle collective*» : «*Les Allemands, qui respectent et vénèrent tant le droit, devraient être enragés. Nous ne sommes pas en Union soviétique, ni au début de la Seconde Guerre mondiale, quand les gens n'avaient pas accès à l'information. Tous les éléments juridiques sont disponibles.*» En avril, dans une tribune, soixante-dix-sept professeurs de droit se sont émus que l'Allemagne ne respecte pas le droit international humanitaire et ont appelé à stopper la livraison d'armes. «*Mais ils n'ont mentionné aucune des procédures pour génocide menées devant la Cour internationale de justice, ni fait référence à la Convention sur le génocide de 1948. C'est idéologique. Et cela revient à acter que les vies palestiniennes ne méritent pas d'être protégées. Il y a une vulnérabilité du cadrage qui efface leurs existences, car si elles étaient prises en compte, ce cadre volerait en éclats. Mais impossible d'en débattre, alors que c'est notre métier.*»

L'Allemagne n'est pas le seul pays où l'on marche sur des œufs dès qu'on parle de la situation au Proche-Orient, mais le débat, et les tabous, y sont peut-être uniques, à cause du poids de l'histoire. «*Le pays se distingue par son "philosémitisme",*» résume Aurélia Kalisky, chercheuse au centre Marc-Bloch, à Berlin. *Il se préoccupe fortement des Juifs, dans une société où ils représentent une minorité (1% de la population), toujours objet de préjugés antisémites chez les Allemands non-juifs – sachant que 80% des actes antisémites sont commis par des militants d'extrême droite.*» Le tout sur fond de poussée fulgurante du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD, deuxième aux dernières élections législatives), qui s'affiche comme l'un des plus zélés défenseurs d'Israël et de la lutte contre l'antisémitisme. «*La politique identitaire est déchirée entre une culture mémorielle* »

Ci-dessus :
illumination de
la porte de
Brandebourg,
pour le premier
anniversaire
des massacres
du 7 Octobre.

Double page
précédente :
manifestation
berlinoise en
soutien à Gaza,
le 22 juin 2024.
Sur la banderole,
on peut lire :
«*Un génocide
n'en justifie pas
un autre.*»



Ci-contre:
l'enseignant en
cinéma Marc Siegel
et le chercheur
José Segebre.

La chercheuse en
littérature comparée
Aurélia Kalisky
et la juriste Nahed
Samour.



» articulée autour de l'Holocauste et du soutien à Israël, et une approche plus diversifiée, multiculturelle de la germanité, dans un pays qui compte 5,5 millions de musulmans et héberge la plus importante communauté palestinienne, mais aussi la plus grande diaspora israélienne, dont de nombreux dissidents.» De quoi en perdre son germain...

Il y a quelques mois, Aurélia Kalisky, cofondatrice du collectif universitaire des PJA, a décidé de s'exprimer au nom de son identité juive. «C'est inévitable si l'on veut participer au débat : notre parole a plus d'autorité si on est juif ou descendant de rescapé de la Shoah.» Dans la tradition juive, rappelle cette spécialiste de la mémoire comparée des génocides et de la Shoah, «chaque vie humaine est considérée comme un monde. Des dizaines de milliers de ces mondes ont déjà été détruits à Gaza. Le gouvernement israélien vise une population dont 50% sont des mineurs. C'est l'une des singularités de ce que nombre de juristes, d'experts et d'organisations des droits humains qualifient de génocide. Dont l'intention est publiquement proclamée par des membres du gouvernement, de façon répétée depuis le 9 octobre 2023 : il cible un peuple d'enfants, c'est un infanticide de masse.»

Aujourd'hui, la Cour internationale de justice reconnaît «un risque plausible de génocide à Gaza», le Conseil des droits de l'homme des Nations unies qualifie les actions d'Israël de «nettoyage ethnique», le rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation parle de «stratégie de famine de nature génocidaire» et 60% des Allemands désapprouvent le gouvernement israélien. «Quelque chose, enfin, vacille», dit Michael Barenboïm. Mais timidement, tant la doctrine de

la raison d'État continue à justifier l'étouffement de toute critique envers Israël, assimilée à une forme d'antisémitisme. Y compris quand les voix dissidentes sont juives – 30% des cas de déprogrammations et autres sanctions concernent des Juifs, selon Emily Dische-Becker, de la Diaspora Alliance, ONG qui lutte contre l'instrumentalisation de l'antisémitisme et de la mémoire de l'Holocauste.

«En réalité, la lutte contre l'antisémitisme, menée au nom de la "préservation de la vie juive" et définie par des Allemands non-juifs, finit par effacer la diversité des identités juives, analyse le philosophe Elad Lapidot, qui a travaillé sur les sources intellectuelles de ce que les chercheurs nomment l'«anti-antisémitisme». Aujourd'hui, Hannah Arendt, Martin Buber, Hermann Cohen, ces figures vénérées en Allemagne, seraient traitées d'antisémites.» Un autre compatriote, Alon Sahar, qui a quitté Israël en 2020 pour «échapper à la censure», croyait lui aussi s'installer dans «un eldorado artistique, accueillant pour les Juifs». «Beaucoup parlent de maccarthysme, mais ça rappelle la Stasi [la police politique de la RDA, ndlr], quand personne ne pouvait critiquer le communisme en public, de peur d'être dénoncé», pointe le réalisateur, dont le prochain film se déroulera en ex-Allemagne de l'Est. Cofondateur du collectif Israelis for Peace, il s'inquiète de voir la répression «s'intensifier contre la gauche et les migrants, en particulier musulmans et palestiniens».

L'Index of Repression, une base de données lancée en mai par le Centre européen d'assistance juridique (ELSC) et Forensic Architecture, répertorie ainsi 766 mesures contre des actions pro-palestiniennes en Allemagne depuis 2018. Dont 312 à Berlin, où l'usage de toute autre langue que l'allemand et l'anglais lors des rassemblements pro-palestiniens est interdit, ce qui a récemment conduit à l'arrestation d'un manifestant ayant parlé irlandais... Jeudi 15 mai, la commémoration de la Nakba (déplacement forcé de 700 000 Palestiniens à la création de l'État d'Israël, en 1948), pourtant autorisée et pacifique, a conduit à 88 arrestations et fait 38 blessés. «Comment trouver les mots face à cette folie qui se décline de tant de manières différentes aujourd'hui?» s'interroge le palestinomexicain José Segebre, chercheur-enseignant à la NYU Berlin. «Ce qui se passe en Allemagne est fou, mais c'est un pays en paix, malgré la répression...» Lui, dont l'exil l'a mené du Mexique au Honduras, et jusqu'à l'Allemagne, se souvient de sa «naïveté» à son arrivée il y a treize ans. «Au Mexique, on voyait souvent des T-shirts avec des photos d'Arafat et Zapata, un des pères de la révolution mexicaine. Ça faisait partie de la culture pop anarcho-punk. Je croyais que ce serait pareil ici...» Il veut croire que «d'autres voix» se feront entendre, peut-être, en Europe. Après tout, à quelque 400 kilomètres au nord de Berlin, dans le Danemark voisin, le conseil municipal de Copenhague vient de rebaptiser l'une de ses principales places du centre-ville en «place de la Palestine». Son dernier projet porte sur les esthétiques de l'attente. Le *sumud*, en arabe, «un concept central dans la culture palestinienne». Une manière vitale, dit-il, de «résister au désespoir» ●

«Aujourd'hui, Hannah Arendt, Martin Buber, Hermann Cohen seraient traités d'antisémites.» Elad Lapidot, philosophe